



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr. générale
17 octobre 2011
Français
Original: anglais/espagnol/français

Réunion des États parties

Neuvième réunion

New York, 8 décembre 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits
de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille
pour remplacer les membres dont le mandat viendra à expiration
le 31 décembre 2011, conformément aux paragraphes 1 à 5
de l'article 72 de la Convention**

**Élection de sept membres du Comité pour la protection
des droits de tous les travailleurs migrants et des membres
de leur famille pour remplacer les membres dont le mandat
viendra à expiration le 31 décembre 2011**

Note du Secrétaire général*

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 72 de la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Secrétaire général convoquera au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 8 décembre 2011, la cinquième réunion des États parties à la Convention au cours de laquelle seront élus sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille pour remplacer les membres dont le mandat prendra fin le 31 décembre 2011 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II les noms des sept autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2013.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 14 juillet 2011, a invité les États parties à la Convention à désigner leurs candidats à cette élection avant le 5 septembre 2011. On trouvera ci-dessous, par ordre alphabétique, les noms des candidats, suivis, entre parenthèses, des États parties qui les ont désignés:

- M. Francisco Carrión Mena (Équateur);
- M. Ahmed Hassan El-Borai (Égypte);
- M. Abdelhamid El Jamri (Maroc);

* Soumission tardive.

- M^{me} Khedidja Ladjel (Algérie);
- M. Marco Núñez-Melgar Maguiña (Pérou);
- M^{me} Myriam Poussi (Burkina Faso);
- M. Azad Taghizade (Azerbaïdjan).

3. On trouvera à l'annexe III au présent document les notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés.

Annexes

Annexe I

Membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2011

M. Francisco Alba	Mexique
M. Francisco Carrión Mena	Équateur
M ^{me} Ana Elizabeth Cubias Medina	El Salvador
M. Ahmed Hassan El-Borai	Égypte
M. Abdelhamid El Jamri	Maroc
M ^{me} Myriam Poussi	Burkina Faso
M. Azad Taghizade	Azerbaïdjan

Annexe II

Membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2013

M. José Serrano Brillantes	Philippines
M ^{me} Fatoumata Abdourhamana Dicko	Mali
M. Miguel Ángel Ibarra González	Guatemala
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka
M ^{me} Andrea Miller-Stennett	Jamaïque
M. Mehmet Sevim	Turquie
M. Ahmadou Tall	Sénégal

Annexe III

Notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés

Francisco Carrión Mena (Équateur)

Date et lieu de naissance: 8 avril 1953, Quito, Équateur

Langues de travail: Anglais, espagnol et français

Situation/fonctions actuelles

- Depuis 2009: Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Principales activités professionnelles

- Représentant personnel du Président de la République pour le projet Yasuní-ITT, depuis 2008
- Ministre des affaires étrangères, de 2005 à 2007
- Ambassadeur de l'Équateur en Espagne, de 2000 à 2005
- Vice-Ministre des affaires étrangères, de 1998 à 2000
- Membre des Comités de négociation de la paix avec le Pérou, de 1996 à 1998
- Sous-Secrétaire du Département de la souveraineté nationale du Ministère des affaires étrangères, de 1996 à 1998
- Ambassadeur de carrière, Service diplomatique équatorien, avril 1996
- Chargé d'affaires a.i. de l'ambassade d'Équateur à Londres, de 1991 à 1996
- Ministre de l'ambassade d'Équateur à Londres, de 1991 à 1996
- Conseiller et Coordonnateur diplomatique du Président de la République, Quito, de 1988 à 1991
- Premier Secrétaire et Conseiller de l'ambassade d'Équateur à Paris, de 1982 à 1988
- Membre du Service diplomatique équatorien, depuis 1974

Études

- Docteur en sciences internationales (spécialisation en sciences juridiques et diplomatiques), Université centrale d'Équateur, Quito, 1978
- Licence en sciences publiques et sociales, Université centrale d'Équateur, faculté de droit, Quito, 1974
- Diploma from III Course on International Relations, Fondation de recherches et d'études, faculté de sciences politiques, Florence, Italie, 1983
- A suivi des cours de spécialisation et des séminaires, notamment sur: «L'administration publique française» à l'Institut international d'administration publique, Paris, 1984; «Le nouveau droit de la mer» à l'Académie diplomatique de

Lima, Pérou, 1978; deuxième session internationale d'été de l'Académie diplomatique du Chili, Valparaiso, 1976

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille depuis 2010 et de 2004 à 2008
- Directeur général d'OBANPEX (Observatoire andin de politique étrangère) 2009
- Chercheur associé de la faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) d'Équateur depuis 2007
- Membre du Groupe de dialogue binational Équateur-Colombie parrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre Carter (2007-2009)
- Membre de l'équipe de négociation de l'«Accord bilatéral sur les courants migratoires entre l'Équateur et l'Espagne» en vigueur depuis février 2001, en qualité d'Ambassadeur à Madrid
- Conférencier invité à plusieurs séminaires et universités (sur les questions migratoires) à Murcia, 2003; Université d'Alcalá, 2002; Université de Salamanque, 2001; Quito, 2001 (sur les questions de sécurité et de maintien de la paix); Pampelune, 2002; Madrid, 2001; Rome, 1999; Brasilia, 1999; Caracas, 1997; Santa Fe (Nouveau-Mexique), 1997
- Professeur à l'Université centrale d'Équateur et à l'Académie diplomatique de Quito, de 1988 à 1992, spécialisé en politique extérieure équatorienne et négociation internationale
- En qualité de Ministre et de Vice-Ministre des affaires étrangères et de représentant diplomatique, il a représenté l'Équateur dans de nombreuses réunions internationales consacrées au règlement des conflits, aux questions de migration, d'intégration, de développement des frontières, notamment

Publications les plus récentes dans ce domaine

- «La paix vue de l'intérieur: Équateur-Pérou: récit d'un témoin des négociations» Quito (2008)
- Plusieurs études et articles sur les questions de migration dans des publications spécialisées: «L'immigration équatorienne en Espagne» (2002); «L'immigration et l'interculturalité» (2003); et d'autres sur la politique extérieure et les négociations internationales, dans le magazine *QUOROM* de l'Université d'Alcalá, Espagne
- Éditorialiste pour le journal *El Comercio*, Quito, depuis 2007 et pour le magazine *Vistazo* depuis 2009

Ahmed Hassan El-Borai (Égypte)

Date et lieu de naissance: 29 octobre 1944, Port-Saïd, Égypte

Langues de travail: Anglais, arabe et français

Situation/fonctions actuelles

- Depuis mars 2011: Ministre du travail et de la migration en Égypte
- Auparavant Professeur de droit à l'Université du Caire

Principales activités professionnelles

- Professeur à la faculté de droit – Université du Caire
- Ex-Président du Comité juridique à l'Organisation arabe du travail (OAT)
- PSC-Membre du Comité d'experts conseillers de l'Organisation internationale du Travail (OIT)

Études

- Licence de droit – Université du Caire
- DES de droit privé – Université du Caire
- DES de droit public – Université du Caire
- DES de droit public – Université de Rennes (France)
- Doctorat d'État français en sciences juridiques

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- En tant que professeur à l'Université du Caire, il enseignait les dispositions des conventions internationales concernant la migration
- Actuellement, il dirige le Département de la migration en Égypte

Publications les plus récentes dans ce domaine

- Les problèmes juridiques de la migration dans les pays arabes
- La Convention de 1990 pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, explication et commentaires (en arabe)

Abdelhamid El Jamri (Maroc)

Date et lieu de naissance: 12 décembre 1957 à Gueroeun, Maroc

Langues de travail: Français et arabe

Situation/fonctions actuelles

- Consultant international en ingénierie de projet de développement
- Expert auprès de l'Union européenne en développement économique, Bruxelles
- Directeur de l'Institut supérieur de formation et de développement, France
- Président du Réseau international «Initiatives 21 pour le développement»: création et mise en place dans plusieurs pays
- Membre du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) et Président du Groupe de travail sur les politiques publiques
- Membre du Conseil économique et social (Maroc)

Principales activités professionnelles

- Organisation et participation à plusieurs séminaires en Afrique, Asie et Europe sur la question des droits des migrants
- Conduite de plusieurs programmes d'intégration et d'aide à l'insertion socioprofessionnelle des migrants dans des pays européens
- Élaboration et mise en place de plusieurs programmes de formation d'acteurs de l'intégration sociale: formateurs, chargés de projets politiques de la ville
- Réalisation de plusieurs missions pour le compte de gouvernements européens et africains, de grandes entreprises et d'organisations non gouvernementales (ONG) en ingénierie de projet, gestion de la migration, évaluation de programmes, projets de coopération avec le Maghreb et l'Afrique, appui à la société civile et aux acteurs du développement, etc.
- Réalisation de plusieurs programmes de développement pour le compte du Gouvernement marocain: formation de cadres, élaboration d'un système d'évaluation des projets de développement, mise à niveau de l'administration
- Conduite de plusieurs programmes de développement pour le compte d'institutions internationales: Francophonie, Assemblée parlementaire paritaire, Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP)/Union européenne (UE), Banque mondiale

Études

- 1996: Diplôme d'études supérieures spécialisées: ingénierie du développement social urbain et intégration en Europe, Université de Marne-la-Vallée, France (mention bien)
- 1987: Diplôme d'études approfondies en sciences de gestion, Université de Lille, France
- 1985: Maîtrise (mastère) en sciences économiques, Université d'Amiens, France

- De 1980 à 1984: DEUG et licence de sciences économiques, Université d'Amiens, France
- Baccalauréat, série B, lycée My Ismail, Meknès, Maroc

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants depuis 2004, Président de ce comité depuis 2008
- Participation à la préparation aux Forums mondiaux sur la migration et le développement: 2010 à Puerto Vallarte (Mexique), 2009 à Athènes (Grèce)
- Conduite de programmes des capacités des gouvernements d'Afrique du Nord et de l'Ouest en matière de gestion des flux migratoires avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 2009 et 2010
- AIDE Fédération/ONU: 2006, coorganisation et animation de la Conférence internationale sur l'état d'avancement et les obstacles à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, Genève
- Commission européenne: 2002-2005, chef de mission, programme de «Structuration de la circulation de personnes entre le Maroc et les pays de l'Union européenne»
- CCDH Maroc: 2007, expert, membre du Groupe de travail migration du Conseil consultatif des droits de l'homme chargé d'élaborer des propositions de directives d'une politique marocaine d'immigration
- Coorganisateur du Forum civil euroméditerranéen de 2000 à 2006 avec prise en charge de la thématique

Publications les plus récentes dans ce domaine

- 2005-2010: Publication de plusieurs rapports sur les politiques migratoires: la gestion des flux migratoires, la gouvernance mondiale et régionale des migrations, les politiques de retour, la formation et l'insertion sociale et professionnelle des migrants, les travailleurs domestiques migrants, les droits des migrants en détention, la scolarisation des enfants des migrants
- 2004-2005: Publication du rapport sur le rôle des migrants dans la coopération entre les pays Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et l'Union européenne (UE) dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/UE
- 2003-2004: Publication du rapport sur «La structuration de la circulation de personnes entre le Maroc et les pays de l'UE» pour le compte de la Commission européenne
- 2002-2003: Publication du «Plan local d'intégration des étrangers de la ville de Paris», pour le compte de la ville de Paris
- 2000-2006: Publication des rapports des ateliers migration des forums civils Euromed de 2000 à 2006
- 2003: Publication d'un rapport méthodologique sur «l'élaboration des dispositifs de formation et d'intégration des publics migrants», pour le compte du Fonds d'action sociale

Khedidja Ladjel (Algérie)

Date et lieu de naissance: 6 janvier 1959 à Sétif, Algérie

Langues de travail: Français et arabe

Situation/fonctions actuelles

- Consultante nationale pour le Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Alger, chargée de réviser et d'améliorer la Stratégie commune d'égalité entre les femmes et les hommes (Stratégie genre) 2010; développer un filtre des projets en cours de formulation à partir d'une perspective de genre; et concevoir et développer un document de stratégie genre pour le Bureau à partir de 2011

Principales activités professionnelles

- Ministère de la solidarité nationale et de la famille:
Juin 2009 à octobre 2010: Directrice générale de la famille et de la cohésion sociale
2000 à 2009: Chef de cabinet du Ministre
1998 à 2000: Directrice de la famille, de la femme et de l'enfant
- 1996 à 1998: Conseil supérieur de la jeunesse: Directrice d'études chargée de l'encadrement de deux commissions permanentes portant respectivement sur le mouvement associatif et les activités économiques et de solidarité, et d'une commission ad hoc chargée des jeunes en danger moral
- Août 1994 à septembre 1995: Secrétariat d'État auprès du chef du Gouvernement, chargé de la solidarité nationale et de la famille: Chargée d'études et de synthèse en charge des dossiers du Gouvernement, notamment de la préparation de la participation algérienne à la Conférence mondiale de Beijing 1995, à la Conférence de Copenhague sur le développement social, à la Conférence internationale sur la population et le développement (ICPD) du Caire
- 1985 à 1994: Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire: Administrateur puis chargée d'études ayant pour mission l'élaboration du programme des infrastructures sociales et la gestion des dossiers relatifs au développement social, à la population (ICPD), à la famille et à la femme
- 1983 à 1985: Secrétariat d'État au commerce extérieur/Ministère du commerce (après fusion des deux structures): Administratrice chargée des études en rapport avec le commerce extérieur

Études

- Magister, obtenu à l'Université d'Alger, faculté des sciences sociales et humaines, thèse portant sur «La société, la famille et le jeune face à l'émigration clandestine par voie maritime sur la période 2007-2009», avril 2011
- Troisième cycle en monnaie, finances, banques, Université de Lyon II 1981-1982 (Maîtrise inachevée pour considérations familiales)
- Diplômée de l'École nationale d'administration, section économique et financière, juin 1981, Alger
- Titulaire du Baccalauréat, série lettres arabes, juin 1977, Alger

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Participation aux travaux des comités nationaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement (2010), la jeunesse (1997), la population (1994-1997), le développement social (1994-1997), la femme (1993-1995), la famille (1993-1994) et l'enfance (1992-1999), et autres
- Membre de l'Observatoire euroméditerranéen pour l'emploi et la formation, initié dans le cadre des activités de la Fondation européenne pour la formation (ETF) de 2006 à 2009
- Responsable de la gestion des programmes de coopération avec le FNUAP et l'UNICEF entre 1998 et 2001
- Préparation et organisation en Algérie de rencontres internationales, y compris: cinquième session de la Commission de la famille arabe auprès de la Ligue des États arabes (2009), Rencontre régionale sur l'emploi pour l'Afrique du Nord (2007), Rencontre d'experts du monde arabe dans le domaine du social (2007), Rencontre de l'Organisation panafricaine des femmes (1999)
- Préparation et participation à une quarantaine de conférences internationales (ONU, Banque Mondiale, Union Africaine, UNESCO, UNICEF, Euromed) et intergouvernementales sur l'émigration, la situation de la femme et de l'enfant, les affaires sociales et le développement
- Élaboration de projets de lois et décrets: Projet de loi relatif à la protection et à la promotion de la personne âgée, promulgué (2010), décret portant création du Conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger jusqu'à son adoption par le Conseil des ministres (2009), décret portant création de l'Observatoire national pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté jusqu'à la mise en place de la structure (2006), et autres

Publications les plus récentes dans ce domaine

- «Les Harraga, comme il leur plaît de nous appeler», mars 2011
- «Setif, Douces Grandeurs», avril 2008
- «Le Pèlerinage» (en voie d'édition)

Marco Núñez-Melgar Maguiña (Pérou)

Date et lieu de naissance: Lima (Pérou), 30 avril 1951

Langue de travail: Espagnol

Situation/fonctions actuelles

- Ministre du Service diplomatique péruvien, Directeur du service chargé de la protection et de l'assistance aux ressortissants péruviens

Principales activités professionnelles

- A occupé des postes tels que Directeur de Cabinet du Secrétaire général de la présidence de la République, Directeur en charge du dossier Brésil au sein du Ministère des relations extérieures, Directeur général des droits des Péruviens de l'étranger (poste actuel).
- À l'étranger, a occupé des postes tels que celui de vice-consul du Pérou à Arica (Chili), consul du Pérou à Río Branco (Brésil), chef de chancellerie de l'ambassade du Pérou au Nicaragua, consul général du Pérou à Santiago du Chili.

Diplômes

- Diplomate de carrière, licence de relations internationales, Académie diplomatique du Pérou
- Licence de sociologie, Université Inca Garcilazo de la Vega
- Mastère en traités internationaux, Académie diplomatique du Pérou
- Mastère et diplôme de troisième cycle en développement et défense nationale, Centre des hautes études nationales (CAEN)
- Diplômé en négociations internationales et en conciliation, Centre des études internationales (CIAC)
- Diplômé en migrations, Université La República, Santiago du Chili

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Doyen du corps consulaire de Santiago du Chili pendant deux années consécutives.

Publications les plus récentes dans ce domaine

- A publié «Mon témoignage au Nicaragua» et «Guide du migrant»; dernier ouvrage paru «Les Migrations internationales: Problèmes ou Opportunités».

Myriam Poussi (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance: 21 mars 1967 à Dakar, Sénégal

Langues de travail: Français et anglais

Situation/fonctions actuelles

- Depuis juin 2008: Directrice générale de la promotion des droits de l'homme au Ministère de la justice et de la promotion des droits de l'homme
- Mission: Information, vulgarisation, sensibilisation sur les droits de l'homme; éducation aux droits de l'homme; appui aux organisations de la société civile concernant les actions de promotion et de protection des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

- 2001 à 2008: Directrice de la promotion et de la vulgarisation des droits de l'homme au Ministère de la promotion des droits de l'homme

Tâches effectuées dans le domaine des droits des travailleurs migrants: suivi de la visite du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants au Burkina Faso (2005) et présentation du rapport au Conseil des droits de l'homme par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants (2006); vulgarisation du rapport auprès de la société civile

Panels/communications sur: «La contribution des migrants au développement du Burkina Faso»; «La Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille: comment relever le défi de la protection des droits de l'homme?»; «Genre et migration»; «Migration dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA): problématique de la libre circulation des personnes»

- 1995 à 2001: Juge d'instruction au palais de justice d'Ouagadougou
- Depuis 1996: Chargée de cours à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Ouagadougou

Études

- 1988: Licence en sciences juridiques
- 1989: Maîtrise en sciences juridiques
- 1991: Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS), option droit des affaires
- 1995: Diplôme de l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM)
- En cours: Mastère de droit public, spécialité droit international et européen des droits fondamentaux, Université de Nantes, France. Thème: Migration dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA): problématique de la libre circulation des personnes

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Depuis décembre 2007: Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille
- Novembre 2010: Participation à la commémoration du vingtième anniversaire de la Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, communication sur le thème «Genre et migration», Genève, Suisse

- Membre du Comité interministériel d'évaluation des préjudices subis par les rapatriés burkinabè de la Côte d'Ivoire
- 2001 à 2010: Membre de la Commission nationale des droits de l'homme du Burkina Faso
- 2009 à 2011: Contribution à l'élaboration du rapport périodique du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples; présentation du rapport devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2011)
- 2008 et 2009: Contribution à l'élaboration du rapport national du Burkina Faso pour l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU; participation aux sessions du Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'examen du rapport national du Burkina Faso par le Groupe de travail de l'EPU, Genève, Suisse
- Novembre 2008: Participation à la Conférence régionale sur la protection des réfugiés et les migrations internationales, Dakar, Sénégal. Animation d'un panel sur le thème: «La Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille: comment relever le défi de la protection des droits de l'homme?»
- 2006: Élaboration du rapport initial du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
- Février 2004: Participation à la première Conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur l'enregistrement des naissances, Dakar, Sénégal
- 2004: Participation aux trente-cinquième et trente-sixième sessions de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
- 2002-2003: Contribution à l'élaboration des deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques du Burkina Faso à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur la situation des droits de l'homme au Burkina Faso
- 2003: Consultante associée pour l'élaboration des troisième et quatrième rapports nationaux du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant
- 2002: Présentation du deuxième rapport du Burkina Faso sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant, Genève, Suisse
- Membre fondateur de l'Association des femmes juristes du Burkina Faso en 1994

Publications les plus récentes dans ce domaine

- Élaboration d'un Manuel de formation de base aux droits de l'homme au profit des organisations de la société civile (2009)
- Élaboration d'un répertoire des textes législatifs et réglementaires sur le travail des enfants au Burkina Faso (2004)
- Élaboration de dépliants d'information juridique et judiciaire sur les droits de l'homme
- Contribution à l'élaboration d'un lexique des droits de l'homme en trois langues nationales (2003)

Azad Taghizade (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance: 3 mars 1953, Bakou, Azerbaïdjan

Langues de travail: Anglais et russe

Situation/fonctions actuelles

- Recteur adjoint chargé des travaux scientifiques de l'antenne de l'Université d'État de Moscou à Bakou

Principales activités professionnelles

- Encadrer les travaux de recherche sur les droits sociaux de différents groupes de personnes, dont les travailleurs migrants
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques sociales en faveur de la population azerbaïdjanaise, y compris les travailleurs migrants
- Développer la coopération avec les institutions bilatérales et multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (UE) dans le domaine des services sociaux et des droits des travailleurs migrants

Études

- 1970-1975: Université d'État de Moscou, mastère
- 1975-1978: Études de troisième cycle, Université d'État de Moscou
- 1979: Doctorat de philosophie, Université d'État de Moscou
- 1983-1985: Institut des langues étrangères, licence
- Divers cours de mathématiques actuarielles, de prospective démographique et socioéconomique, y compris sur les flux migratoires, etc.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité

- En qualité de membre et Vice-Président du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille, il examine les rapports des États parties et assiste aux réunions intercomités
- Participe à l'élaboration des programmes sociaux d'État de l'Azerbaïdjan et à l'élaboration et au suivi de projets internationaux, de traités et d'accords dans le domaine des droits sociaux, y compris les droits sociaux des travailleurs migrants et des membres de leur famille

Publications les plus récentes dans ce domaine

- A publié plus de 85 ouvrages scientifiques, articles, manuels et matériels d'études, parmi lesquels des publications sur les situations démographiques, les flux migratoires et les analyses correspondantes.